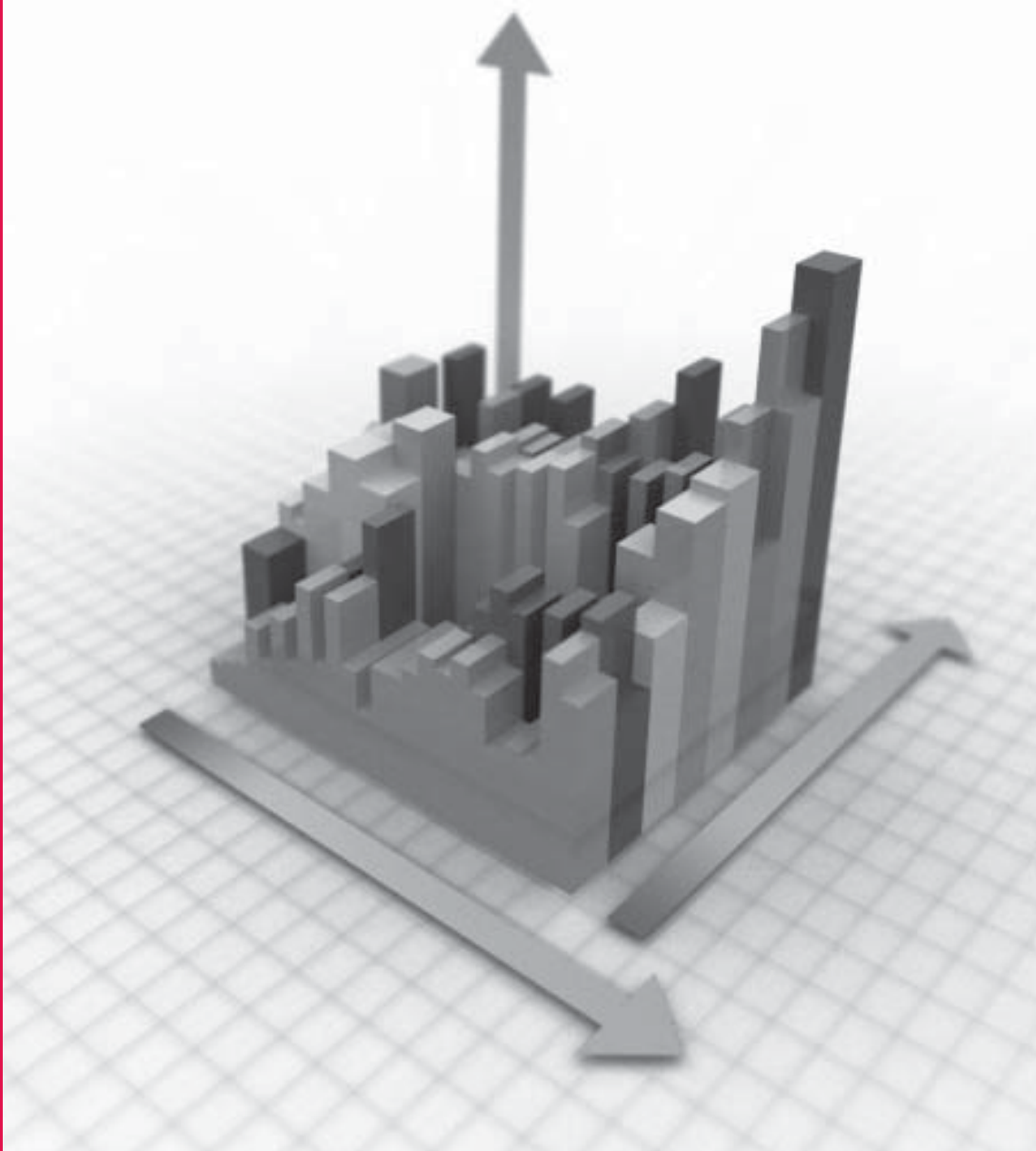




# Analyse 3<sup>ème</sup> trimestre 2010 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



**altares**

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1<sup>er</sup> janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site [www.altaires.fr](http://www.altaires.fr) et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 14 OCTOBRE 2010

**ALTARES**  
55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altaires.fr  
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01  
[www.altaires.fr](http://www.altaires.fr)  
Responsable des études  
Thierry Millon  
Tél : 04 72 65 15 51

**Relations Presse : Actual Consultants**  
Aurélié DELMAET - Françoise LINHART  
agence@actual-consultants.com  
36 ter avenue Franklin Roosevelt  
77210 Avon Fontainebleau  
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02  
[www.actual-consultants.com](http://www.actual-consultants.com)

## LA BAISSSE DES DEFAILLANCES S'ACCENTUE SUR LE 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2010 (- 7,4 %).

**Près de 11 880 procédures de sauvegarde, RJ ou LJ directes ont été ouvertes par les tribunaux ce troisième trimestre ; ce qui porte à 44 556 le nombre de défaillances prononcées depuis le début de l'année (- 3,8%).**

En janvier 2010, les défaillances d'entreprises sur 12 mois glissants avaient atteint un point haut à 63 900 ouvertures de procédures ; 62 488 RJ / LJ et 1 412 sauvegardes.

Depuis, l'amélioration se confirme. Sur les trois mois d'été, en comparaison de la même période 2009, la baisse est sensible ; 11 877 jugements ont été prononcés (-7,4%) soit 11 617 redressements ou liquidations judiciaires directes (- 7,1 %) et 260 sauvegardes (- 18,8%).

Sur les 9 premiers mois de l'année, le nombre de défaillances est encore élevé à 44 556 mais la sortie de crise tend à se propager dans les secteurs et les régions.

### Très nette amélioration pour les PME et l'emploi menacé.

Plus d'un millier d'entreprises de plus de 10 salariés avaient été contraintes au dépôt de bilan durant l'été 2009. Elles sont 883 sur ce troisième trimestre 2010.

La reprise est particulièrement sensible pour les plus grandes d'entre elles. Il y a un an, les défaillances de sociétés de plus de 50 salariés bondissaient de 42% (122 jugements) ; elles sont désormais 77 soit en baisse de 37%. Cette tendance est particulièrement sensible sur le front de l'emploi. Si ces PME de plus de 50 salariés représentent moins de 1% de l'ensemble des procédures collectives, elles concentrent, en revanche, 22% des emplois menacés. Sur ce troisième trimestre, 43 480 emplois sont directement concernés par la défaillance de leur entreprise contre 53 115 un an plus tôt, soit une baisse de 18%. Les seules PME de plus de 50 salariés comptabilisent 9 490 emplois cet été 2010 contre 15 050 il y a un an soit un recul de 37%.



Decide with Confidence

### **7 jugements sur 10 sont des liquidations judiciaires directes.**

70 % des jugements prononcés ce troisième trimestre ont été des liquidations judiciaires directes. C'est un peu plus que lors des mêmes trimestres 2009 et 2008 (68 %). Cette dégradation est portée par les micros entreprises sans salariés dont le taux de liquidations directes a crû fortement sur 3 ans ; il était de 71 % en été 2008 puis de 76 % en 2009 et enfin 78 % ce troisième trimestre 2010. Ces entreprises arrivent devant le tribunal avec des situations financières compliquées, sans réelle opportunité de redressement.

Le seuil critique à partir duquel la solution de redressement peut être privilégiée par le tribunal se situe sur les entreprises de 10 à 19 salariés. Pour celles-ci, les taux de RJ et LJ sont proches, à respectivement 49 % et 51 %.

Au-delà de 20 salariés, la solution de RJ est majoritairement adoptée par le tribunal. Ainsi, la proportion de LJ directe chute-t-elle à 37 % pour les sociétés de 20 à 49 salariés, 26 % pour celles de 50 à 100 salariés et 21 % à partir de 100 salariés.

80 % des micros entreprises sans salariés sont donc immédiatement liquidées par le tribunal alors qu'à l'inverse, 80 % des grandes PME de plus de 100 salariés obtiennent un redressement judiciaire.

### **Le cap des 3 – 5 ans reste délicat.**

Les très jeunes comme les plus anciennes entreprises enregistrent un recul des défaillances. La baisse est particulièrement marquée (- 17,5 %) sur la catégorie des plus jeunes, celles de moins de 3 ans c'est-à-dire créées depuis 2008. L'arrivée du statut d'auto entrepreneur semble avoir pesé sur les statistiques de mortalité des nouvelles entreprises. En effet, ce nouveau régime avait séduit plus d'un créateur sur deux en 2009 et par, voie de conséquence, avait conduit à fortement ralentir la création d'entreprises individuelles « classiques » et réduire celles de sociétés.

Passé le cap des 3 ans, les obstacles demeurent. Les défaillances augmentent encore sur la population des entreprises âgées de 3 à 5 ans (+ 2,7 %).

Symptôme d'une reprise amorcée, la vulnérabilité des sociétés plus anciennes recule. Au-delà de dix ans d'ancienneté, les entreprises enregistrent une baisse des défaillances de 9,3 %.

### **La plupart des secteurs désormais bien orientés.**

La nette diminution des défaillances d'industriels est un intéressant marqueur de la sortie de crise. Sur les 9 premiers mois 2009, le nombre de procédures collectives ouvertes dans l'industrie manufacturière était encore en augmentation de 40 %. Un an plus tard, sur les 9 premiers mois 2010, le secteur affiche une baisse de 18 %. Sur le seul troisième trimestre 2010, le recul approche les 20 %. Parmi les activités très bien orientées figurent la mécanique industrielle (-54%), l'Installation de structures métalliques (- 29%) ou la fabrication de vêtements de dessus (-32%).

L'industrie agroalimentaire, qui avait mieux résisté durant la crise, connaît, désormais, des points de tensions (+ 12 %) essentiellement concentrés dans les métiers de la boulangerie. Les trois quarts des jugements pro-



Decide with Confidence

noncés ce troisième trimestre dans le secteur l'ont été sur les activités de boulangerie, boulangerie-pâtisserie et cuisson de produits de boulangerie. La « branche » boulangerie affiche ainsi une hausse des défaillances de 18%.

La construction est, elle aussi globalement bien orientée avec des procédures collectives en baisse de 7,8% ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2009. L'amélioration est sensible dans la maçonnerie générale et gros œuvre (-18%) ou la construction de maisons individuelles (-13%). En revanche, des difficultés demeurent dans les travaux de menuiserie bois et PVC (+13%), de couverture (+11%), d'installation d'eau et de gaz (+7%) ou de plâtrerie (+6%). L'immobilier s'inscrit sur des tendances favorables après des statistiques très lourdes durant la crise mais avec encore des disparités. Ainsi, les défaillances d'entreprises reculent de 43% dans les agences immobilières mais augmentent de 36% dans la promotion immobilière.

Le commerce enregistre également une baisse des procédures collectives (-8,8%). Celle-ci est plus prononcée dans le commerce interentreprises (-15%) que dans le commerce de détail (-6%). Les tendances du premier sont tirées par le commerce de bois et de matériaux de construction (-27%), d'habillement et de chaussures (-31%) ou de fournitures et équipements industriels divers (-32%). Dans la vente de détail, les activités qui avaient davantage souffert durant la crise présentent désormais des évolutions mieux orientées; c'est le cas du commerce de détail de meubles (-22%), d'autres équipements du foyer (-18%), mais aussi de quincaillerie ou de sport (-20%).

Dans les transports, l'amélioration est moins marquée (-1,3%). Si le transport de fret interurbain (-29%) semble bénéficier des effets de reprise, ce n'est pas encore le cas pour le transport de fret de proximité (+10%).

Le nombre de procédures collectives dans les services aux entreprises baisse de 7,5% tirés par les activités d'ingénierie et études techniques (-28%) ou des agences de publicité (-20%).

Les services aux particuliers sont, en revanche, mal orientés (+6,4%) essentiellement dans les autres services à la personne (+34%).

Les activités d'hébergement (-43%) et débits de boisson (-4%) s'inscrivent sur des évolutions favorables. La restauration affiche globalement une bonne tendance (-5%) mais celle-ci masque une nette amélioration pour la restauration traditionnelle (-14%) et une forte dégradation pour la restauration de type rapide (+30%).

### La quasi totalité des régions est dans le vert.

Il y a un an, les défaillances d'entreprises augmentaient dans dix-huit régions. Sur ce troisième trimestre 2010, elles ne sont plus que six encore mal orientées.

En Provence-Alpes-Côte-D'azur, Rhône-Alpes et Ile-de-France, le nombre de procédures collectives recule de, respectivement, 3%, 7% et 9% contre une hausse de 15% et plus durant l'été 2009. La tendance est plus marquée encore en Aquitaine où les défaillances baissent de 14% ce troisième trimestre après une hausse de 14% il y a un an.



Decide with Confidence

En revanche, parmi les autres grandes régions, les tensions demeurent en Nord-Pas-de-Calais (+ 2%) et plus encore en Midi-Pyrénées (+ 10%) ; soulignons que cette dernière était une des rares régions françaises où les défaillances reculaient (- 7%) sur l'été 2009.

### La procédure de sauvegarde moins sollicitée en 2010.

Dans ce contexte de reprise économique, même peu vigoureuse, et de diminution des défaillances d'entreprises, la procédure de sauvegarde est moins sollicitée (- 19%). La baisse est observée sur la plupart des secteurs et des régions.

**« Après un début d'année encore hésitant, les mois du printemps et de l'été soulignent la réalité d'une reprise »,** observe Thierry MILLON, responsable des analyses.

*« L'amélioration constatée sur la population des PME, notamment industrielles, en est le marqueur le plus symptomatique. En 2009, les défaillances de PME de 10 à 250 salariés avaient augmenté trois fois plus vite que sur l'ensemble des entreprises ; + 39% contre + 13%. 5 000 PME avaient alors déposé le bilan. Les tendances sont désormais très clairement favorables même si encore 4 000 PME connaîtront la défaillance en 2010.*

*L'heure est donc à la reprise mais des facteurs de risques demeurent. En tête de ceux-là, la problématique du BFR. La crise peut avoir, paradoxalement, contribué à renforcer les niveaux de trésorerie des entreprises par une réduction de leur BFR ; en effet, la baisse du chiffre d'affaires conduit à réduire la production - donc les stocks - mais aussi à alléger le poids des créances clients. Aujourd'hui, la phase de redressement s'amorce et s'accompagne d'une reconquête des clients. Dès lors, la tentation peut être grande d'être très attractif voire agressif sur les prix et les conditions de paiement, ce qui influe sur les marges déjà réduites au sortir de la crise. Désormais, il va falloir financer les efforts de prospection, les réapprovisionnements, la production, les créances clients... Les trésoreries de croissance seront fortement sollicitées. Les entreprises vont être confrontées au délicat exercice consistant à concilier le développement des ventes et le strict contrôle du BFR. ».*

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altaires : 04 72 65 15 51

#### A PROPOS D'ALTARES

Altaires est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altaires répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altaires diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'Altaires disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 160 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altaires, détient 40% du marché français ; avec un CA d'environ 53 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

#### ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altares.fr  
www.altares.fr  
Thierry Asmar  
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

## **PARTIE 1**

# **LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE**

3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2010

### **STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES** 8

---

- 9 Statistiques France globale
  - Statistiques France par tranches d'effectifs
  - Statistiques France par tranches d'âge
- 10 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 11 Statistiques France par Région
- 12 Évolution des défaillances - 12 mois glissants - septembre 2000 à septembre 2010
  - Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région
- 13 Défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires

## **PARTIE 2**

# **LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE**

3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2010

### **STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES** 14

---

- 15 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France Globale
  - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectifs
  - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activités détaillées
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 18 Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région - 3<sup>ème</sup> trimestre 2010
- 19 Sauvegardes d'entreprises de plus de 10 M€ de chiffre d'affaires

### **MÉTHODOLOGIE** 20

---

## **ANNEXES**

# **LES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE**

9 PREMIERS MOIS 2010

### **STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES** 23

---

### **STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES** 26

---

## PARTIE 1

# STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2010

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 02 OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE)

### STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

3 <sup>èmes</sup> trimestres	2008	2009	2010
France	11 176	12 508	11 617
Evolution trimestre	0,0%	11,9%	-7,1%

### STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	Évolution trimestre
0 salarié	5 332	5 098	-4,4%
1 ou 2 salariés	3 251	3 063	-5,8%
3 à 5 salariés	1 893	1 695	-10,5%
6 à 9 salariés	1 019	878	-13,8%
10 à 19 salariés	598	538	-10,0%
20 à 49 salariés	293	268	-8,5%
50 à 99 salariés	71	53	-25,4%
100 à 199 salariés	34	14	-58,8%
200 salariés et plus	17	10	-41,2%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>12 508</b>	<b>11 617</b>	<b>-7,1%</b>

### STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	Évolution trimestre
moins de 3 ans	3 694	3 049	-17,5%
3 à 5 ans	3 694	3 792	2,7%
6 à 10 ans	2 260	2 182	-3,5%
11 à 15 ans	1 128	1 019	-9,7%
16 à 50 ans	1 699	1 549	-8,8%
51 ans et plus	33	26	-21,2%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>12 508</b>	<b>11 617</b>	<b>-7,1%</b>

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	Évolution trimestre
<b>AGRICULTURE</b>	<b>164</b>	<b>159</b>	<b>-3,0%</b>
Chasse, pêche, forêt	53	42	-20,8%
Culture	61	75	23,0%
Élevage	50	42	-16,0%
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>3 754</b>	<b>3 462</b>	<b>-7,8%</b>
Bâtiment	3 255	3 008	-7,6%
Immobilier	499	454	-9,0%
<b>COMMERCE</b>	<b>2 947</b>	<b>2 689</b>	<b>-8,8%</b>
Commerce & réparation de véhicules	354	327	-7,6%
Commerce de détail	1 730	1 631	-5,7%
Commerce de gros	863	731	-15,3%
<b>INDUSTRIE</b>	<b>1 071</b>	<b>934</b>	<b>-12,8%</b>
Industrie agroalimentaire	233	261	12,0%
Industrie hors agroalimentaire	838	673	-19,7%
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	<b>386</b>	<b>340</b>	<b>-11,9%</b>
Services informatiques & édition de logiciels	209	174	-16,7%
Autres activités information & communication	177	166	-6,2%
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	<b>390</b>	<b>385</b>	<b>-1,3%</b>
Transport routier de marchandises	311	286	-8,0%
Autres activités de transport	79	99	25,3%
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES &amp; D'ASSURANCE</b>	<b>71</b>	<b>78</b>	<b>9,9%</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>1 503</b>	<b>1 390</b>	<b>-7,5%</b>
Activités scientifiques & techniques	767	693	-9,6%
Services administratifs aux entreprises	736	697	-5,3%
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>409</b>	<b>435</b>	<b>6,4%</b>
Activités de réparation	79	80	1,3%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	245	241	-1,6%
Autres services à la personne	85	114	34,1%
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON</b>	<b>1 444</b>	<b>1 320</b>	<b>-8,6%</b>
Hébergement	149	85	-43,0%
Restauration	1 046	997	-4,7%
Débites de boissons	249	238	-4,4%
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>369</b>	<b>425</b>	<b>15,2%</b>
Santé humaine & action sociale	95	96	1,1%
Activités récréatives	128	158	23,4%
Enseignement	94	110	17,0%
Autres activités	52	61	17,3%
<b>ENSEMBLE DES ACTIVITÉS</b>	<b>12 508</b>	<b>11 617</b>	<b>-7,1%</b>

## STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	Évolution trimestre
Alsace	332	270	-18,7%
Aquitaine	741	638	-13,9%
Auvergne	189	138	-27,0%
Basse Normandie	230	228	-0,9%
Bourgogne	263	256	-2,7%
Bretagne	527	512	-2,8%
Centre	423	358	-15,4%
Champagne-Ardenne	196	198	1,0%
Corse	65	57	-12,3%
Franche-Comté	197	196	-0,5%
Haute-Normandie	220	266	20,9%
Île-de-France	2656	2424	-8,7%
Languedoc-Roussillon	711	582	-18,1%
Limousin	133	131	-1,5%
Lorraine	376	385	2,4%
Midi-Pyrénées	485	535	10,3%
Nord-Pas de Calais	708	723	2,1%
Pays-de-la-Loire	584	513	-12,2%
Picardie	300	302	0,7%
Poitou-Charentes	346	302	-12,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 306	1 268	-2,9%
Rhône-Alpes	1 322	1 224	-7,4%
Autres (dont DOM)	198	111	-43,9%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>12 508</b>	<b>11 617</b>	<b>-7,1%</b>



DEFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITE	CA (M€)	EFFECTIF	NATURE PROCÉDURE	MOIS DE PROCÉDURE
VGC DISTRIBUTION	91	Île-de-France	1991	6430Z	Fonds de placement et entités financières similaires	71,4	733	RJ	09
BLUE LINE	95	Île-de-France	2002	5110Z	Transports aériens de passagers	63,5	178	LJ	09
ERYMA SERVICES	69	Rhône-Alpes	2004	9511Z	Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	45,2	702	RJ	07
MGM FRANCE	87	Limousin	2003	2229A	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	44,9	406	RJ	09
ENTREPRISE QUELIN	92	Île-de-France	1980	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	39,3	230	RJ	07
SOFANOR	59	Nord-Pas-de Calais	2006	3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	29,2	151	RJ	09
EUROPE AVIATION	91	Île-de-France	2003	5223Z	Services auxiliaires des transports aériens	29,1	200	RJ	07
TECHNI BUREAU	76	Haute-Normandie	2000	3101Z	Fabrication de meubles de bureau et de magasin	23,5	247	RJ	09
SEDAO INTERNATIONAL	93	Île-de-France	1998	4791A	Vente à distance sur catalogue général	23,4	93	RJ	07
S3G PRINT	47	Aquitaine	1989	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	22,4	78	RJ <sup>(1)</sup>	09
BOX OFFICE MILLENIUM	94	Île-de-France	1999	4651Z	Commerce interentreprises - d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	20,3	15	RJ	09

<sup>(1)</sup> Une procédure de sauvegarde avait été ouverte en juillet.

## PARTIE 2

# STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2010

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 02 OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE)

### STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE GLOBALE

3 <sup>ÈMES</sup> TRIMESTRES	2008	2009	2010
France	162	320	260
Évolution trimestre	32,8%	97,5%	-18,8%

### STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2009	3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2010	Évolution trimestre
0 salarié	111	66	-40,5%
1 ou 2 salariés	43	38	-11,6%
3 à 5 salariés	42	43	2,4%
6 à 9 salariés	32	25	-21,9%
10 à 19 salariés	36	41	13,9%
20 à 49 salariés	31	29	-6,5%
50 à 99 salariés	14	8	-42,9%
100 à 199 salariés	9	10	11,1%
200 salariés et plus	2	0	-100,0%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>320</b>	<b>260</b>	<b>-18,8%</b>

### STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2009	3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2010	Évolution trimestre
moins de 3 ans	47	45	-4,3%
3 à 5 ans	88	53	-39,8%
6 à 10 ans	59	60	1,7%
11 à 15 ans	41	24	-41,5%
16 ans à 50 ans	79	71	-10,1%
51 ans et plus	6	7	16,7%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>320</b>	<b>260</b>	<b>-18,8%</b>

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE  
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

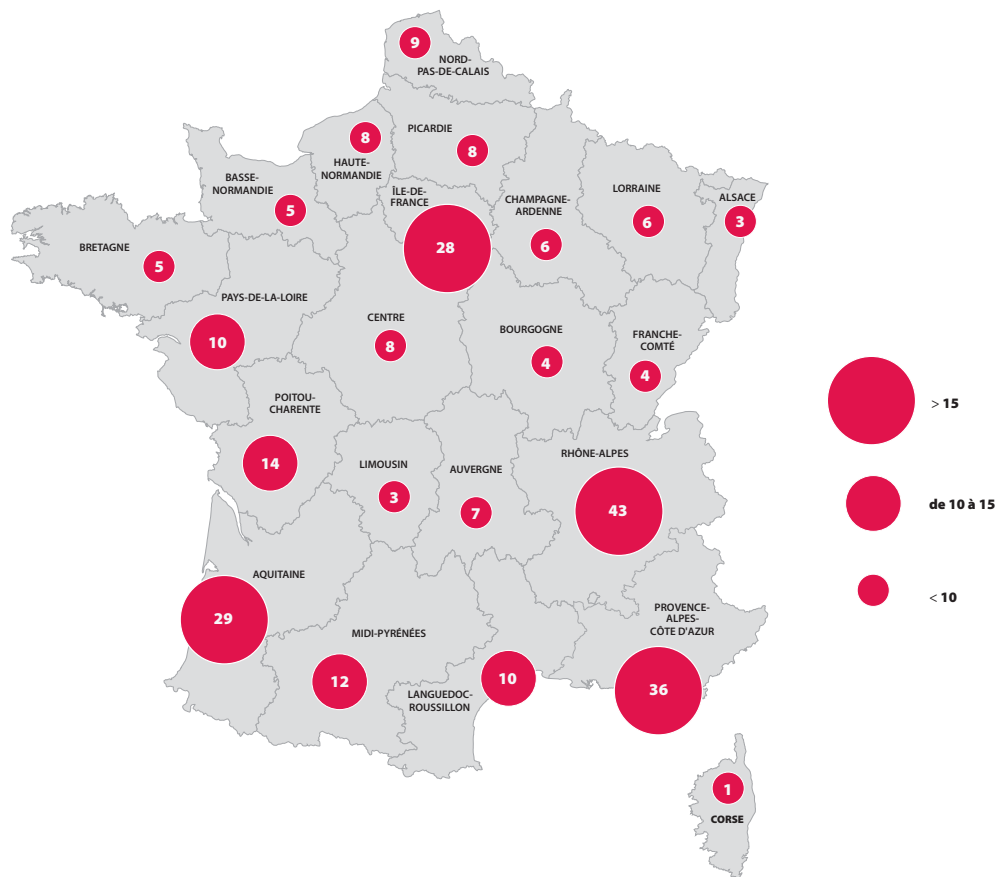
ACTIVITÉS	3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	Évolution trimestre
<b>AGRICULTURE</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>-50,0%</b>
Chasse, pêche, forêt	-	-	-
Culture	4	2	-50,0%
Élevage	4	2	-50,0%
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>58</b>	<b>44</b>	<b>-24,1%</b>
Bâtiment	36	26	-27,8%
Immobilier	22	18	-18,2%
<b>COMMERCE</b>	<b>67</b>	<b>70</b>	<b>4,5%</b>
Commerce & réparation de véhicules	11	11	0,0%
Commerce de détail	39	40	2,6%
Commerce de gros	17	19	11,8%
<b>INDUSTRIE</b>	<b>57</b>	<b>39</b>	<b>-31,6%</b>
Industrie agroalimentaire	10	2	-80,0%
Industrie hors agroalimentaire	47	37	-21,3%
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>-60,0%</b>
Services informatiques & édition de logiciels	6	2	-66,7%
Autres activités information & communication	9	4	-55,6%
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>-40,0%</b>
Transport routier de marchandises	8	3	-62,5%
Autres activités de transport	2	3	50,0%
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES &amp; D'ASSURANCE</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>-80,0%</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>61</b>	<b>49</b>	<b>-19,7%</b>
Activités scientifiques & techniques	28	24	-14,3%
Services administratifs aux entreprises	33	25	-24,2%
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>-50,0%</b>
Activités de réparation	-	-	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	5	1	-80,0%
Autres services à la personne	1	2	100,0%
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>-32,0%</b>
Hébergement	3	5	66,7%
Restauration	16	9	-43,8%
Débites de boissons	6	3	-50,0%
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>162,5%</b>
Santé humaine & action sociale	1	4	300,0%
Activités récréatives	1	9	800,0%
Enseignement	2	2	0,0%
Autres activités	4	6	50,0%
<b>ENSEMBLE DES ACTIVITÉS</b>	<b>320</b>	<b>260</b>	<b>-18,8%</b>

## STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	Évolution trimestre
Alsace	11	3	-72,7 %
Aquitaine	32	29	-9,4 %
Auvergne	7	7	0,0 %
Basse Normandie	14	5	-64,3 %
Bourgogne	7	4	-42,9 %
Bretagne	9	5	-44,4 %
Centre	2	8	300,0 %
Champagne-Ardenne	5	6	20,0 %
Corse	0	1	-
Franche-Comté	9	4	-55,6 %
Haute-Normandie	10	8	-20,0 %
Île-de-France	38	28	-26,3 %
Languedoc-Roussillon	13	10	-23,1 %
Limousin	3	3	0,0 %
Lorraine	10	6	-40,0 %
Midi-Pyrénées	14	12	-14,3 %
Nord-Pas de Calais	6	9	50,0 %
Pays-de-la-Loire	9	10	11,1 %
Picardie	12	8	-33,3 %
Poitou-Charentes	10	14	40,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48	36	-25,0 %
Rhône-Alpes	47	43	-8,5 %
Autres (dont DOM)	4	1	-75,0 %
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>320</b>	<b>260</b>	<b>-18,8 %</b>

## CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2010

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 10 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CA (M€)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
GYMA FRANCE	84	Provence-Alpes- Côte d'Azur	1992	4638B	Commerce interentreprises alimentaire spécialisé divers	59,1	55	07
SA EXPLT ETS BESSET ET JEAN	12	Midi-Pyrénées	1977	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	28,7	43	07
DEUX PONTS	38	Rhône-Alpes	1968	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	29,6	171	07
GYMA INDUSTRIE	84	Provence-Alpes- Côte d'Azur	1992	1084Z	Fabrication de condiments et assaisonnements	26,1	143	07
S3G PRINT	47	Aquitaine	1989	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	22,4	78	07 <sup>(1)</sup>
MIRO	69	Rhône-Alpes	1995	4649Z	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	19,4	70	07
SOC DES GRATUITS DE GUYENNE ET GASCOGNE	33	Aquitaine	1978	5813Z	Édition de journaux	16,2	157	09
TRANSPORTS TARDET	17	Poitou-Charentes	1973	4941A	Transports routiers de fret interurbains	15,9	127	07
CELLO PLASTIC	51	Champagne	1992	2222Z	Fabrication d'emballages en matières plastiques	15,8	102	07
DEJA GLMC	95	Ile-de-France	1964	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	14,2	112	09
PROXI AUTO	33	Aquitaine	1995	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	14,1	15	07
ANTOINE PARFUMERIE GROUPE	4	Provence-Alpes- Côte d'Azur	2006	6420Z	Activités des sociétés holding	12,8	3	07
POLYCLINIQUE DE PONTIVY	56	Bretagne	1979	8610Z	Activités hospitalières	11,8	99	09

<sup>(1)</sup> Conversion en RJ en septembre 2010.

## NOTE MÉTHODOLOGIQUE

---

**AVERTISSEMENT :** Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

### DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

### STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegarde comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

### LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

### DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

### NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1er janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1er janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5<sup>ème</sup> position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34%) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce de gros	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99

## ANNEXES

# STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

9 PREMIERS MOIS 2010

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 02 OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE)

### STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

9 PREMIERS MOIS	2008	2009	2010
France	38 434	45 163	43 651
Evolution 9 mois	7,7%	17,5%	-3,3%

### STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	9 premiers mois 2009	9 premiers mois 2010	Évolution 9 premiers mois
0 salarié	19 355	19 043	-1,6%
1 ou 2 salariés	11 736	11 523	-1,8%
3 à 5 salariés	6 872	6 572	-4,4%
6 à 9 salariés	3 527	3 292	-6,7%
10 à 19 salariés	2 169	1 958	-9,7%
20 à 49 salariés	1 077	979	-9,1%
50 à 99 salariés	258	175	-32,2%
100 à 199 salariés	118	73	-38,1%
200 salariés et plus	51	36	-29,4%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>45 163</b>	<b>43 651</b>	<b>-3,3%</b>

### STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR ÂGE

ÂGE	9 premiers mois 2009	9 premiers mois 2010	Évolution 9 premiers mois
moins de 3 ans	11 071	10 637	-3,9%
3 à 5 ans	14 630	14 216	-2,8%
6 à 10 ans	8 606	8 431	-2,0%
11 à 15 ans	4 275	4 013	-6,1%
16 à 50 ans	6 441	6 247	-3,0%
51 et plus	140	107	-23,6%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>45 163</b>	<b>43 651</b>	<b>-3,3%</b>

## STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	9 premiers mois 2009	9 premiers mois 2010	Évolution 9 premiers mois
<b>AGRICULTURE</b>	<b>792</b>	<b>822</b>	<b>3,8 %</b>
Chasse, pêche, forêt	199	170	-14,6 %
Culture	327	363	11,0 %
Élevage	266	289	8,6 %
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>14 030</b>	<b>13 306</b>	<b>-5,2 %</b>
Bâtiment	11 896	11 572	-2,7 %
Immobilier	2 134	1 734	-18,7 %
<b>COMMERCE</b>	<b>10 106</b>	<b>9 806</b>	<b>-3,0 %</b>
Commerce & réparation de véhicules	1 261	1 204	-4,5 %
Commerce de détail	6 024	5 919	-1,7 %
Commerce de gros	2 821	2 683	-4,9 %
<b>INDUSTRIE</b>	<b>3 920</b>	<b>3 439</b>	<b>-12,3 %</b>
Industrie agroalimentaire	865	938	8,4 %
Industrie hors agroalimentaire	3 055	2 501	-18,1 %
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	<b>1 211</b>	<b>1 182</b>	<b>-2,4 %</b>
Services informatiques & édition de logiciels	626	643	2,7 %
Autres activités information & communication	585	539	-7,9 %
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	<b>1 477</b>	<b>1 473</b>	<b>-0,3 %</b>
Transport routier de marchandises	1 159	1 130	-2,5 %
Autres activités de transport	318	343	7,9 %
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES &amp; D'ASSURANCE</b>	<b>290</b>	<b>254</b>	<b>-12,4 %</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>5 265</b>	<b>5 233</b>	<b>-0,6 %</b>
Activités scientifiques & techniques	2 672	2 572	-3,7 %
Services administratifs aux entreprises	2 593	2 661	2,6 %
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>1 495</b>	<b>1 630</b>	<b>9,0 %</b>
Activités de réparation	265	266	0,4 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	900	977	8,6 %
Autres services à la personne	330	387	17,3 %
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON</b>	<b>4 961</b>	<b>4 754</b>	<b>-4,2 %</b>
Hébergement	463	357	-22,9 %
Restauration	3 652	3 568	-2,3 %
Débits de boissons	846	829	-2,0 %
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>1 616</b>	<b>1 752</b>	<b>8,4 %</b>
Santé humaine & action sociale	453	481	6,2 %
Activités récréatives	544	558	2,6 %
Enseignement	347	391	12,7 %
Autres activités	272	322	18,4 %
<b>ENSEMBLE DES ACTIVITÉS</b>	<b>45 163</b>	<b>43 651</b>	<b>-3,3 %</b>

## STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	9 premiers mois 2009	9 premiers mois 2010	Évolution 9 premiers mois
Alsace	1 303	1 172	-10,1 %
Aquitaine	2 477	2 379	-4,0 %
Auvergne	682	636	-6,7 %
Basse Normandie	881	839	-4,8 %
Bourgogne	975	941	-3,5 %
Bretagne	2 000	1 825	-8,8 %
Centre	1 553	1 476	-5,0 %
Champagne-Ardenne	744	739	-0,7 %
Corse	250	242	-3,2 %
Franche-Comté	787	658	-16,4 %
Haute-Normandie	942	993	5,4 %
Île-de-France	9 177	8 895	-3,1 %
Languedoc-Roussillon	2 415	2 418	0,1 %
Limousin	523	472	-9,8 %
Lorraine	1 463	1 473	0,7 %
Midi-Pyrénées	1 887	1 931	2,3 %
Nord-Pas de Calais	2 440	2 563	5,0 %
Pays-de-la-Loire	2 057	2 035	-1,1 %
Picardie	960	1 024	6,7 %
Poitou-Charentes	1 203	1 045	-13,1 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 680	4 623	-1,2 %
Rhône-Alpes	4 888	4 561	-6,7 %
DOM et autres	876	711	-18,8 %
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>45 163</b>	<b>43 651</b>	<b>-3,3 %</b>

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 02 OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE)

### STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE GLOBALE

9 PREMIERS MOIS	2008	2009	2010
France	443	1 049	905
<b>Evolution 9 mois</b>	<b>19,4%</b>	<b>136,8%</b>	<b>-13,7%</b>

### STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	9 premiers mois 2009	9 premiers mois 2010	Évolution 9 premiers mois
0 salarié	307	253	-17,6%
1 ou 2 salariés	147	124	-15,6%
3 à 5 salariés	134	131	-2,2%
6 à 9 salariés	118	96	-18,6%
10 à 19 salariés	123	126	2,4%
20 à 49 salariés	126	105	-16,7%
50 à 99 salariés	58	37	-36,2%
100 à 199 salariés	24	26	8,3%
200 salariés et plus	12	7	-41,7%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>1 049</b>	<b>905</b>	<b>-13,7%</b>

### STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	9 premiers mois 2009	9 premiers mois 2010	Évolution 9 premiers mois
moins de 3 ans	122	155	27,0%
3 à 5 ans	282	199	-29,4%
6 à 10 ans	196	204	4,1%
11 à 15 ans	121	95	-21,5%
16 à 50 ans	304	232	-23,7%
51 ans et plus	24	20	-16,7%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>1 049</b>	<b>905</b>	<b>-13,7%</b>

## STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	9 premiers mois 2009	9 premiers mois 2010	Évolution 9 premiers mois
<b>AGRICULTURE</b>	<b>25</b>	<b>30</b>	<b>20,0 %</b>
Chasse, pêche, forêt	1	-	-
Culture	17	11	-35,3 %
Élevage	7	19	171,4 %
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>169</b>	<b>162</b>	<b>-4,1 %</b>
Bâtiment	92	105	14,1 %
Immobilier	77	57	-26,0 %
<b>COMMERCE</b>	<b>227</b>	<b>222</b>	<b>-2,2 %</b>
Commerce & réparation de véhicules	23	44	91,3 %
Commerce de détail	122	123	0,8 %
Commerce de gros	82	55	-32,9 %
<b>INDUSTRIE</b>	<b>214</b>	<b>111</b>	<b>-48,1 %</b>
Industrie agroalimentaire	24	8	-66,7 %
Industrie hors agroalimentaire	190	103	-45,8 %
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	<b>47</b>	<b>24</b>	<b>-48,9 %</b>
Services informatiques & édition de logiciels	24	14	-41,7 %
Autres activités information & communication	23	10	-56,5 %
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	<b>26</b>	<b>35</b>	<b>34,6 %</b>
Transport routier de marchandises	18	25	38,9 %
Autres activités de transport	8	10	25,0 %
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES &amp; D'ASSURANCE</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>7,1 %</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>201</b>	<b>169</b>	<b>-15,9 %</b>
Activités scientifiques & techniques	87	79	-9,2 %
Services administratifs aux entreprises	114	90	-21,1 %
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>-11,1 %</b>
Activités de réparation	2	2	0,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	12	7	-41,7 %
Autres services à la personne	4	7	75,0 %
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON</b>	<b>72</b>	<b>68</b>	<b>-5,6 %</b>
Hébergement	12	20	66,7 %
Restauration	48	42	-12,5 %
Débits de boissons	12	6	-50,0 %
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>36</b>	<b>53</b>	<b>47,2 %</b>
Santé humaine & action sociale	13	19	46,2 %
Activités récréatives	8	15	87,5 %
Enseignement	4	6	50,0 %
Autres activités	11	13	18,2 %
<b>ENSEMBLE DES ACTIVITÉS</b>	<b>1 049</b>	<b>905</b>	<b>-13,7 %</b>

**STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR RÉGION**

RÉGION	9 premiers mois 2009	9 premiers mois 2010	Évolution 9 premiers mois
Alsace	16	11	-31,3%
Aquitaine	86	98	14,0%
Auvergne	24	18	-25,0%
Basse Normandie	38	26	-31,6%
Bourgogne	31	17	-45,2%
Bretagne	22	31	40,9%
Centre	21	18	-14,3%
Champagne-Ardenne	24	24	0,0%
Corse	0	2	-
Franche-Comté	17	7	-58,8%
Haute-Normandie	23	30	30,4%
Île-de-France	137	90	-34,3%
Languedoc-Roussillon	38	47	23,7%
Limousin	6	15	150,0%
Lorraine	27	16	-40,7%
Midi-Pyrénées	49	45	-8,2%
Nord-Pas de Calais	29	17	-41,4%
Pays-de-la-Loire	34	35	2,9%
Picardie	39	22	-43,6%
Poitou-Charentes	22	44	100,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	143	106	-25,9%
Rhône-Alpes	198	133	-32,8%
DOM et autres	25	53	112,0%
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>1 049</b>	<b>905</b>	<b>-13,7%</b>